

## FOCUS

**Combien gagnent les directeurs juridiques des grands groupes ?****Etude comparative France – Etats-Unis**

**Legalteam Solutions vient de réactualiser son étude, datant de 2006, consacrée à la rémunération des directeurs juridiques de grands groupes internationaux en France (sociétés du CAC 40) et aux Etats-Unis (sociétés du Fortune 500). L'analyse a, cette année, été élargie aux directions juridiques de sociétés de l'indice SBF 120 (sociétés réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 2 milliards d'euros).**

**La rémunération moyenne du directeur juridique d'une société du CAC 40 se situe à 460 000 euros en 2011, contre 347 000 euros en 2006, soit une augmentation de 33 % en cinq ans.**

Legalteam Solutions, cabinet de conseil en management et recrutement spécialisé dans les professions juridiques, vient de publier une étude de rémunération comparative France/ Etats-Unis des directeurs juridiques des grands groupes. Une actualisation de la première analyse qui avait été menée en 2006. Cette année, l'étude a élargi le panel de directeurs juridiques français interrogés. Des questionnaires anonymes ont ainsi été envoyés aux directeurs juridiques du CAC 40, ainsi qu'à 35 directeurs juridiques de sociétés de l'indice SBF 120. Ces données ont été mises en perspective avec celles récemment récoltées aux Etats-Unis par le magazine américain *Corporate counsel*.

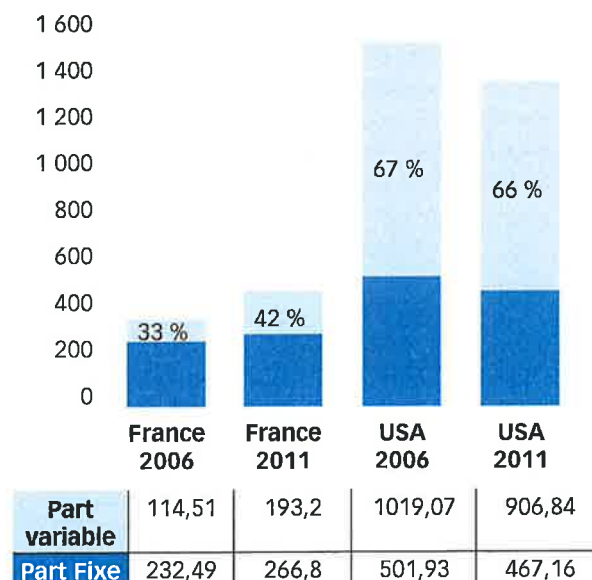
**Les directeurs juridiques du CAC 40 gagnent 33 % de plus qu'en 2006**

Plusieurs éléments particulièrement intéressants ressortent de cette étude. Tout d'abord, la rémunération moyenne du directeur juridique d'une société du CAC 40 se situe à 460 000 euros en 2011, contre 347 000 euros en 2006, soit une augmentation de 33 % en cinq ans. Si l'évolution du salaire fixe dépasse à peine le seuil d'inflation (233 000 euros en moyenne en 2006, contre 266 000 euros en 2011), la partie variable de la rémunération est quant à elle passée de 33 % à 42 %. Il serait bien sûr intéressant de connaître les éléments de fixation de cette partie variable : les directeurs juridiques du CAC 40 ont-ils aujourd'hui des primes sur objectifs basés sur la mise en place de programmes de compliance, la réduction

des contentieux et des frais de traitement y étant consacrés ? Un sujet sur lequel aucun directeur juridique interrogé par la rédaction n'a souhaité répondre. Sharon Golec, directeur associé de Legalteam, explique qu'«en règle générale, la partie variable de la rémunération est basée sur des objectifs personnels, sur des objectifs pour l'équipe juridique et sur les résultats de l'entreprise». Le pourcentage de la partie variable demeure bien inférieur à celui pratiqué dans les grands groupes américains. Elle est en effet de 66 %, après avoir baissé en 2009 pendant la crise financière.

Il est par ailleurs important de noter l'écart réduit entre la rémunération des PDG de tels groupes et celle des directeurs juridiques. Le salaire moyen

**Total cash compensation et partie variable directeur juridique Cac 40 (France) vs directeur juridique (USA) 2006 et 2011 (en milliers d'euros)**



d'un directeur juridique du CAC 40 représente, en 2011, 19 % de celle du PDG, alors qu'elle ne représentait que 13 % en 2006. La rémunération moyenne d'un PDG d'un groupe du CAC 40 est en effet passée de 2 631 000 euros, à l'époque, à 2 485 000 euros aujourd'hui.

«Ces données tendent à confirmer la valorisation de la fonction de directeur juridique au sein de grands groupes français sur les cinq dernières années», explique Sharon Golec. On remarquera tout de même qu'aux Etats-Unis l'écart de rémunération n'est que d'un tiers entre les deux fonctions.

«Ce ratio rémunération DJ/PDG constaté dans les entreprises du CAC 40 est équivalent à celui des entreprises SBF 120 interrogées», insiste néanmoins Philippe Melot, son associé.

### Des écarts de rémunération importants entre les entreprises

Dans les sociétés du SBF 120, la rémunération moyenne du directeur juridique s'élève à 285 000 euros, répartie comme telle : 202 000 euros de salaire fixe et 83 000 euros de part variable. Néanmoins, force est de constater un écart important entre les données récoltées : les rémunérations s'étendent entre 150 000 euros et 700 000 euros. Un spectre large qui atteste que «la fonction juridique est encore très différemment valorisée selon les groupes, selon leur activité, leur culture d'entreprise et la vision qu'en a leur management», rapportent les associés de Legalteam. Le droit ne tient pas toujours la même place dans l'entreprise. ■

Ondine Delaunay

**Le salaire moyen d'un directeur juridique du CAC 40 représente, en 2011, 19 % de celle du PDG.**

### Rémunération moyenne directeur juridique et PDG (salaire fixe + partie variable) en Euros, en France et aux Etats-Unis ; chiffres 2010 (PDG) et 2011 (directeur juridique)

Pays	Directeur Juridique	Variable	PDG	Ratio rémunération DJ/PDG en %
<b>France</b>				
CAC 40	Fixe : 267K Variable : 193K Total : 460K	42 %	2.458K	19 %
SBF 120 (CA + 2MM €)	Fixe : 202K Variable : 83K Total : 285K	29 %	1.525K	19 %
<b>Etats-Unis</b>				
top 100 DJ	Fixe : 467K * Variable : 907K Total : 1374K	66 %	4.354K**	32 %
*1.842 \$ : taux de change au 31/12/2010 ; **5.836 \$ : taux de change au 31/12/2010				